

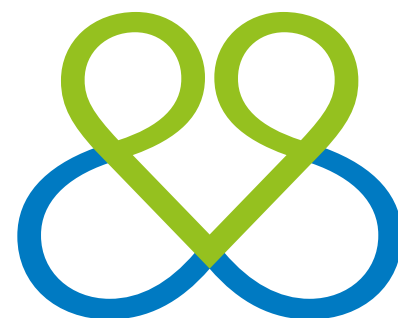
N°88

MARS  
AVRIL  
2012

Bimestriel  
d'ENTRAIDE & FRATERNITÉ a.s.b.l. et  
de VIVRE ENSEMBLE EDUCATION a.s.b.l.  
rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles  
BUREAU DE DÉPÔT BRUXELLES X  
NUMÉRO D'AGRÈMENT P201010  
(ne paraît pas en juillet et en août)

SPECIAL  
CAMPAGNE  
DE CARÊME

# Juste Terre!



ENTRAIDE &  
FRATERNITE

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE!**

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

#### ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

rue du Gouvernement Provisoire, 32  
1000 Bruxelles  
T 02 227 66 80 | F 02 217 32 59  
entraide@entraide.be [www.entraide.be](http://www.entraide.be)

#### N'hésitez pas à prendre contact avec nos centres régionaux

##### BRABANT WALLON

chaussée de Bruxelles, 67  
1300 Wavre  
T 010 23 52 64 | F 010 24 26 92  
brabant.wallon@entraide.be

##### BRUXELLES

rue de la Linière, 14  
1060 Bruxelles  
T 02 533 29 58 | F 02 533 29 59  
bruxelles@entraide.be

##### HAINAUT OCCIDENTAL

T 0473 310 231  
tournai@entraide.be

##### HAINAUT ORIENTAL

rue Lefèvre, 59  
6030 Marchienne-au-Pont  
T+F 071 32 77 42  
charleroi@entraide.be

##### LIEGE

rue des Bruyères, 129  
4000 Liège  
T 04 229 79 46 | F 04 229 79 56  
liege@entraide.be

##### NAMUR

place du Chapitre, 5  
5000 Namur  
T 081 41 41 22  
namur@entraide.be

##### MITEINANDER TEILEN

Neustrasse, 105  
4700 Eupen  
T+F 087 55 50 32  
info@miteinander.be

##### LUXEMBOURG

rue du Culot, 3  
6880 Bertrix  
T 0476 987 311 | F 061 21 47 24  
luxembourg@entraide.be

## ÉDITO

En septembre dernier, j'ai eu la chance de découvrir le Guatemala avec un groupe de jeunes. Le pays est vert, luxuriant, surtout en septembre, période de pluie. Il y a quelques années, le pays était un des premiers producteurs mondiaux de sucre, de café, de bananes. Il était autosuffisant en maïs, nourriture de base des populations mayas.

Et pourtant le spectre de la famine rôde. C'est la première fois que nous entendions parler de la famine verte. Ces dernières années, les récoltes ont diminué à cause des effets des changements climatiques dans la région mais aussi à cause de la mainmise des multinationales sur les terres arables pour la production d'agrocarburants, pour des projets hydrauliques de grande envergure ou encore des projets d'extraction minière.

Face à cela, les paysans et les organisations de la société civile s'organisent et tentent de résister. Un travail similaire est réalisé au Nicaragua. Les organisations soutenues par Entraide et Fraternité permettent ainsi aux communautés locales de sortir de leur dépendance économique en leur proposant des formations pratiques telles que la création de potagers et la fabrication de compost leur permettant d'améliorer leur alimentation quotidienne et de sortir de la malnutrition. Un travail politique est également mené pour faire connaître, promouvoir et défendre les droits des populations.

En mars, nous avons la chance d'accueillir des témoins directs de ces réalités, engagés dans la lutte pour plus de justice et pour une meilleure répartition des richesses. Vous trouvez dans ce numéro de Juste Terre ! les informations sur leur travail, leur organisation et les lieux où vous pourrez les rencontrer et débattre avec eux.

Merci d'être à nos côtés pour que la Terre tourne plus JUSTE !

#### ■ Daisy Herman

Responsable de la campagne d'Entraide et Fraternité

## SOMMAIRE

- 03 Campagne Stop à l'agriculture qui tue les paysans
- 05 Il faut soutenir la petite agriculture familiale  
Interview d'Olivier De Schutter
- 07 La Cuculmeca. Combattre l'insécurité alimentaire chronique
- 09 Rosa. Une vie consacrée à la terre
- 10 CDRO. Construire un Guatemala pour tous
- 11 SERJUS. La force de la solidarité
- 12 Les outils de la campagne
- 14 Ils viennent témoigner pour vous
- 15 Agenda
- 16 Des nouvelles de Lydia



# STOP A L'AGRICULTURE QUI TUE LES PAYSANS

## Campagne de Carême 2012

Aujourd'hui, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim. Alors que l'on produit suffisamment de nourriture pour alimenter la population mondiale. Paradoxalement, ce sont principalement les paysans qui souffrent de la faim. La faim est aujourd'hui une question de choix politiques. Les politiques commerciales et agricoles visent, en effet, à produire la nourriture au prix le plus bas. Pour atteindre ces prix les plus bas, tous les agriculteurs sont mis en concurrence.

*"La course à la croissance et à la productivité à tout prix est devenue le moteur du monde, dénonce Daisy Herman, responsable de la campagne d'Entraide et Fraternité. Et pourtant, ce modèle de développement basé sur la concurrence renforce les inégalités, augmente la pauvreté et épuise les ressources de la planète, poursuit-elle. Il place l'humanité dans un régime de compétition entre pays, entre peuples et entre personnes".* Cette compétition met face à face la grosse agro-industrie et la petite agriculture familiale. Une agriculture subsidiée par l'Etat et l'autre non, des zones productives et d'autres, moins productives. C'est donc une compétition injuste qui ruine des milliers de petits paysans, tout simplement parce qu'ils ne peuvent plus vivre de leur travail. Les prix des produits échangés sur les marchés internationaux sont trop bas, ils ne reflètent pas le coût réel de la production.

### Un autre modèle de relations économiques

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), créée en 1995, s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Sa principale fonction "est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges". En 2001, les Etats membres de l'OMC adoptent la déclaration de Doha pour le développement. Celle-ci assure que "le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté". Mais force est de constater qu'en 2012, si les échanges sur les marchés ont progressé, le nombre d'affamés aussi.



© H. van Ruyambeke





**Entraide et Fraternité organise plusieurs actions politiques au cours de cette campagne. Plus d'infos sur notre site web [www.entraide.be](http://www.entraide.be), où vous lirez les revendications en faveur de l'agriculture paysanne portées par Entraide et Fraternité ainsi que par ses partenaires au sein de réseaux et coalitions de plaidoyer.**

Le commerce international peut contribuer au développement des pays du Sud mais il ne doit pas être une fin en soi. Il doit être mieux régulé. Le modèle économique – et son pendant agricole – prôné jusqu'à présent pour réduire la faim et la pauvreté s'est clairement révélé incapable d'atteindre ses objectifs. Au contraire, plus il se développe, plus il exacerbe la pauvreté !

Il est important de travailler à un nouveau modèle de relations économiques et sociales pour mieux lutter contre la faim et assurer la souveraineté alimentaire des populations menacées par la famine et la pauvreté. *"Il faut soutenir davantage une agriculture familiale qui ne condamne pas à la mort des millions de petits paysans et leur famille"*, préconise encore Daisy Herman.

### **Soutenir la petite agriculture familiale pour lutter contre la pauvreté**

S'échiner à arracher à la terre de quoi manger, c'est la vie quotidienne des paysans de la région sèche de Jinotega, au Nicaragua et de l'altiplano, au Guatemala. Ces deux pays d'Amérique centrale ont un potentiel agricole énorme. Ils sont tous deux des exportateurs importants de sucre, de café et de bananes. Mais les terres fertiles sont occupées par des grandes entreprises étrangères et sont destinées avant tout aux cultures pour l'exportation ou à la mise en place de méga-projets comme l'exploitation de mines. Ce sont ces cultures d'exportation et ces grands projets économiques qui dominent l'économie guatémaltèque. Dans les années 80, le Guatemala était autosuffisant en maïs jaune. Maintenant, il doit en importer. Ce n'est donc pas un hasard si on y trouve les taux de malnutrition les plus élevés d'Amérique latine.

### **Survivre par la force des idées**

La Cuculmeca au Nicaragua, CDRO (Coopération pour le Développement Rural de l'Ouest) et SERJUS (Services Juridiques et Sociaux) au Guatemala font partie de ces associations qui refusent la fatalité et qui s'engagent aux côtés des petits paysans.

En partant de l'idée que les personnes directement touchées par le problème de la faim peuvent y apporter des solutions, elles déploient un ensemble de programmes de solidarité et de développement pour promouvoir la petite agriculture paysanne. L'agroécologie, la participation citoyenne, les droits de la femme sont quelques-uns des axes de travail de ces associations où l'on bâtit des projets concrets avec les paysans les plus pauvres.

Des centaines de familles paysannes sont formées et conseillées pour cultiver mieux et plus en respectant l'environnement : apprentissage de la fabrication d'engrais biologique, de systèmes d'irrigation performants, acquisition de matériel, de silos, de bétail, introduction de semences améliorées et de nouvelles variétés de fruits et de légumes. La participation des paysans aux décisions qui les concernent fait partie intégrante du programme. Ils suivent donc des formations pour formuler, argumenter et défendre auprès des autorités politiques leurs propositions pour le développement de leur région.

### **Consommer, c'est voter !**

Mais ici aussi, nous pouvons faire bouger les choses. En tant qu'individus, nous ne sommes pas démunis face au volet agro-alimentaire du commerce. Selon la formule consacrée par Olivier De Schutter, le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, nous votons trois fois par jour, à chaque repas ! Nous pouvons nous tourner vers le commerce équitable, vers des modes de production écologique et des circuits de commercialisation courts comme les groupes d'achats communs ou vers les paniers bio du producteur au consommateur.

Quelque part dans les montagnes du Nicaragua et sur les hauts-plateaux guatémaltèques, des paysans, modestes et humbles travailleurs, luttent et nous montrent la voie d'un modèle de développement respectueux de la terre et des gens. Nous pouvons les rejoindre dans leurs efforts. Et nous asseoir avec eux à la table des négociations pour un développement au service des populations. Elle s'ouvre trois fois par jour.

■ **Valérie Martin**

# “IL FAUT SOUTENIR LA PETITE AGRICULTURE FAMILIALE”

## Interview d'Olivier De Schutter

Aujourd'hui, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim. Les deux tiers de ces personnes sont des paysans et des paysannes. Les petits paysans vivant de l'agriculture familiale sont condamnés à la ruine à travers la libéralisation progressive du commerce international. Le soutien à la petite agriculture familiale est primordial pour assurer leur souveraineté alimentaire et leur droit à l'alimentation. Eclairage avec Olivier De Schutter, le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation.

**Juste Terre ! :** Pourquoi les règles actuelles du commerce international sont-elles fatales pour le droit à l'alimentation ?

**Olivier De Schutter :** Le commerce international libéralisé conduit à mettre en concurrence des producteurs de diverses régions du monde qui pourtant travaillent dans des conditions fort différentes et selon des soutiens variables en fonction de subsides reçus ou pas de la part de leur gouvernement. Cette mise en concurrence généralisée conduit à la mort de la petite agriculture familiale dont dépendent 2 milliards de personnes, 500 millions de foyers. Ce sont ces personnes que l'on condamne à la ruine à travers la libéralisation progressive du commerce international. Cela se révèle donc très périlleux comme démarche.

**JT! :** Quelles seraient les mesures à prendre pour réhabiliter les capacités de production de l'agriculture locale ?

**ODS :** Le soutien à l'agriculture familiale est important pour que celle-ci puisse se développer. Cela signifie que l'Etat doit protéger les petits agriculteurs contre le risque de volatilité excessive des prix qui les empêche d'avoir des revenus stables et décents. Cela suppose que l'Etat investisse dans l'agriculture, par exemple, par la diffusion de programmes de vulgarisation agricole. Cela suppose aussi que l'Etat encourage la formation de coopératives paysannes afin que les paysans soient en mesure de négocier des prix plus rémunérateurs pour leurs récoltes. L'Etat doit donc protéger ces petits producteurs en utilisant des outils comme les tarifs à l'importation pour les protéger du dumping, c'est-à-dire l'arrivée, sur leurs marchés locaux, de produits à très bas prix fortement subsidiés par les pays de l'OCDE. C'est la raison pour laquelle la petite agriculture familiale peut bénéficier d'une approche fondée sur la souveraineté alimentaire qui

“L'État doit protéger les petits producteurs”





Encourager la formation de coopératives paysannes pour négocier des prix plus justes

reconnaît le droit, pour chaque pays, chaque région du monde, de se nourrir plutôt que de voir ses politiques agricoles dictées par les règles du commerce international. Cela suppose, par conséquent, un rôle actif de l'Etat dans les marchés agricoles pour que la petite agriculture familiale puisse s'épanouir.

**JT! : L'Organisation mondiale du commerce est l'espace où se définissent les règles commerciales internationales. Son action, jugée trop libérale, est souvent décriée par les ONG. Mais une autre menace plane sur l'agriculture familiale, ce sont les accords de commerce bilatéraux. Qu'en pensez-vous ?**

**ODS :** Le commerce doit servir le développement et la lutte contre la pauvreté rurale. Il ne doit pas être une fin en soi. Ce qui signifie qu'il faut être extrêmement attentif à la manière dont les paysans sont victimes des accords commerciaux qui se négocient.

Paradoxalement, on met beaucoup en accusation l'OMC qui promeut la libéralisation du commerce international. Elle a, depuis 1995, mis l'agriculture au centre des négociations commerciales internationales et elle continue à appuyer la libéralisation des marchés. Mais les accords bilatéraux que les pays négocient entre eux en raison de la lenteur de l'OMC à aboutir à des accords sont parfois encore pires. Les pays en développement sont souvent dans une position très faible pour des négociations équitables et justes. Ils sont obligés de faire d'importantes concessions à des partenaires commerciaux qui ont les moyens de forcer les solutions qui les avantagent. Ce qu'il faut, ce sont des règles multilatérales qui permettent à chacun des pays d'avoir une marge suffisante pour protéger son agriculture locale. Il faut que les pays puissent avoir une flexibilité qui leur permette de développer des politiques agricoles qui luttent contre la pauvreté rurale et qui soutiennent l'agriculture familiale.

**JT! : La concurrence est forte entre agriculteurs mais elle s'étend également à l'accès aux ressources naturelles.**

**ODS :** Un aspect sous-estimé de l'impact du commerce international sur l'agriculture est qu'il encourage les agricultures d'exportation. Ceci signifie que, pour les petits paysans cultivant pour leurs familles des cultures vivrières, la concurrence devient extrêmement forte pour l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources productives dont ils ont besoin

pour continuer de produire. Ainsi, au Guatemala, on a vu se développer une culture d'agrocarburants au départ de la canne à sucre et du palmier à huile africain. Ce sont des terres considérables qui ont été exploitées pour fournir ces marchés d'exportation au détriment de l'agriculture locale et au détriment de la capacité de ces paysans locaux à se nourrir eux-mêmes. C'est, à l'échelle mondiale, une véritable ruée vers les ressources naturelles. Une pression de plus en plus forte sur la terre et sur l'eau dont sont victimes beaucoup de paysans des pays en développement.

**JT! : Concrètement, au sein de ce système, le consommateur a-t-il encore une marge d'action ?**

**ODS :** Le commerce international va toujours faire partie des solutions que l'on explore. A certaines conditions, il peut être un atout dans une politique de développement. Le consommateur peut peser davantage sur les politiques agricoles qui sont poursuivies dans les pays en voie de développement par les choix qu'il pose en tant que consommateur.

Nous devons aller vers des systèmes agroalimentaires plus locaux. Les pays doivent réinvestir dans des systèmes alimentaires locaux qui relient les consommateurs aux producteurs locaux. C'est vrai dans les pays en développement où ces marchés ont été négligés au détriment des petits paysans qui n'ont pas accès à ces marchés locaux. Mais ceci est vrai aussi chez nous, où les chaînes courtes entre les producteurs et les acheteurs doivent être plus encouragées.

En même temps, le commerce international continue à avoir un rôle important pour les produits tropicaux que nous ne pouvons pas produire, par exemple, le café, le cacao et l'ananas. Il faut voir le commerce comme un outil de développement pour ce genre de produits dans un cadre d'un commerce équitable où les producteurs locaux sont bénéficiaires de ces échanges. Les gouvernements doivent soutenir ces filières alternatives par des mesures fiscales permettant de rendre plus abordables les produits issus de ce commerce équitable afin d'encourager le consommateur à se tourner vers ce genre d'achat plus juste.

■ Propos recueillis par Valérie Martin

# LA CUCULMECA

## Combattre l'insécurité alimentaire chronique

Dans le département de Jinotega, au Nicaragua, La Cuculmeca forme et accompagne 100 familles à l'agriculture écologique. Les conditions climatiques et la situation généralisée d'extrême pauvreté font de la *zona seca* un foyer d'insécurité alimentaire chronique. Il s'agit donc de tout mettre en œuvre pour nourrir la population. Ou plutôt, pour que la population parvienne à mieux se nourrir elle-même.

Début novembre, le soleil tape dur dans le nord du Nicaragua. Un horizon déchiqueté sépare un ciel bleu azur d'une myriade de montagnes verdoyantes dont les flancs sont garnis de guirlandes de champs de maïs, de parcelles de café, de pâtures, de bosquets et de petits hameaux campagnards... Paysage idyllique, vert et printanier.

Et pourtant ... dans quelques jours, les traces de la dernière pluie vont s'évaporer. Les paysages vont jaunir, la végétation va lentement disparaître pour laisser la terre à nu, chauffée à blanc par un soleil de plus en plus lourd. Plus aucune goutte d'eau ne va tomber avant fin avril, voire la mi-mai.

Pour les hommes et les animaux, un seul mot d'ordre alors : survivre !

### Un foyer d'insécurité alimentaire chronique

Nous sommes dans la *zona seca*, une région semi-aride au nord de ce pays d'Amérique centrale. Il suffit d'un imprévu, d'une mauvaise récolte, de quelques jours de sécheresse en plus et la vie de toute une famille, de tout un village, voire de toute la région peut basculer : le bétail meurt, les réserves de nourriture ne suffisent plus, la famine s'installe. Ce n'est donc pas un hasard si l'on retrouve ici les taux de malnutrition les plus élevés du Nicaragua et parmi les plus hauts d'Amérique latine.



Un sacré défi pour les programmes sociaux du gouvernement sandiniste et pour les quelques rares associations de solidarité implantées dans la région.

La Cuculmeca est une de ces associations et non des moindres. Elle déploie à Jinotega, capitale du département, un ensemble de programmes de solidarité et de développement. L'agroécologie, la participation citoyenne, les droits de la femme sont quelques-uns des axes de travail de cette véritable ruche où l'on bâtit des projets concrets avec les paysans les plus pauvres.

Cette association a été fondée par des femmes et a pris pour emblème une plante médicinale des hauts plateaux symbolisant les racines qui unissent les paysans à la terre nourricière.

Le principe du programme Développement rural de La Cuculmeca - dont les principaux bailleurs de fonds sont Entraide et Fraternité et la Direction Générale de la Coopération au Développement (coopération belge au développement) - est très simple.

Il s'agit de tout mettre en œuvre pour nourrir la population. Ou plutôt, pour que la population parvienne à mieux se nourrir elle-même. Des groupes de paysans bénéficient de formations et d'appuis financiers sous forme de microcrédits.



Un silo pour protéger les récoltes

Entraide et Fraternité veut attribuer 60.000 euros à la Cuculmeca (fonds propres et cofinancement de la Direction Générale de la Coopération au Développement - DGD).

Une des conditions d'accès à ce programme est le regroupement des bénéficiaires en petites associations locales. Ensemble, on est plus forts !

### Des techniques simples qui donnent un rendement élevé

Parmi les 100 familles concernées par ce programme, il y a celle de Rosa, la cinquantaine, cinq enfants, veuve depuis 20 ans. Elle nous fait admirer l'ingénieux système d'irrigation qui va lui permettre de continuer à produire des légumes durant la saison sèche. Devant sa maison, un "silo à haricots" trône fièrement devant l'entrée. Il a été acquis grâce à un fonds octroyé par La Cuculmeca, géré par le groupement paysan dont elle fait partie, le Comité de fonds rotatifs communautaires (CFRC)<sup>1</sup>. Une partie du prêt dont Rosa bénéficie a été fait en nature. Elle a donc reçu des outils et des semences. L'autre partie étant constituée d'argent, elle a choisi d'acquérir ce silo qui va lui permettre de conserver sa récolte à l'abri des rongeurs et des moisissures pendant une année entière. Quelle sécurité pour elle et ses enfants ! Les voici sûrs de pouvoir se nourrir durant cette période, à l'abri de la sécheresse ou d'une mauvaise récolte.

Un peu plus loin, la famille Sepulveda nous accueille dans sa misérable cabane faite de bois, de tôles et de bâches en plastique. Un réchaud à gaz trône au milieu de la cuisine. Ce dernier est alimenté par du méthane en provenance d'un bio-digesteur installé dans le jardin. Cette grande cuve en tôle recueille les excréments des toilettes et de l'étable et produit suffisamment de gaz pour 3 à 4 heures de cuisine par jour. Quel gain de temps, surtout pour les femmes ! Adieu les fastidieuses corvées pour l'approvisionnement en bois ! Et quel soulagement aussi pour la conservation des forêts avoisinantes...

Autre temps fort des formations : l'apprentissage de la fabrication d'un engrais biologique. La recette est simple : une "base" faite de bouse de vache, on y ajoute de la cendre (pour l'apport en potassium) mélangée à de la mélasse, du

petit lait, parfois une poudre minérale et de l'eau. On verse le tout dans un tonneau en plastique que l'on referme, non sans avoir pris soin de fabriquer une valve d'échappement des gaz avec une simple bouteille en plastique.

Macérant dans une barrique hermétique, le mélange fermente très rapidement et procure au bout de quelques jours un engrais liquide incroyablement riche qui va véritablement doper la production de *frijoles*, le haricot rouge, base de l'alimentation du paysan nicaraguayen.

Sur de nombreuses parcelles, la production est carrément doublée, voire triplée ! Dans certains groupes, on nous présente également un autre produit miracle, un *caldo*, un bouillon qui va servir d'insecticide et de fongicide. Connue dans nos contrées sous le nom de "bouillie bordelaise", c'est un produit extrêmement simple et performant pour protéger de façon douce et efficace les cultures contre les attaques de parasites.

Dans un des pays parmi les plus pauvres d'Amérique latine, on est vraiment interpellé de voir le développement et l'efficacité de cette agriculture biologique, paysanne et locale qui arrive même à mettre de très mauvaise humeur les compagnies multinationales agricoles car ces techniques durables et cette approche douce se répandent comme une traînée de poudre et nourrissent de plus en plus de gens.

Est-ce pour autant la fin de l'agriculture industrielle et chimique imposée au sud et au nord dans les années 70' sous couvert de révolution verte ?

Hélas non, car la force de frappe économique, la concurrence sur les marchés et l'influence politique de l'agro-business restent impressionnantes. Toutefois, quelque part dans les montagnes du Nicaragua, des paysans, modestes et humbles travailleurs, luttent et nous montrent la voie d'un modèle respectueux de la terre et des gens. En route vers une nouvelle révolution vraiment verte ?

■ François Letocart

<sup>1</sup> Le remboursement du prêt se fait au CFRC, ce qui permet de créer un "pot commun" pour soutenir les demandes de prêt d'autres familles paysannes au sein de la communauté.

Un réchaud alimenté par les gaz des excréments collectés dans les toilettes



**"Aujourd'hui, je mange tous les jours à ma faim",  
témoigne Rosa**

## ROSA

# Une vie consacrée à la terre

**"Je suis née ici, je vis ici et je mourrai ici", nous dit Rosa, un sourire mélancolique en coin et le regard portant au loin sur ses champs. C'est que Rosa et la terre, c'est une histoire de passion, de peines, de larmes mais de joies aussi.**



Lorsque la petite paysanne de Jocomico Arriba, au Nicaragua, épouse Arnulfo, il y a 30 ans, elle n'imagine sans doute pas le long chemin de croix qui l'attend, elle, son homme et sa famille. La terre ne se donne pas comme ça. Il faut sans doute payer le prix.

Nous sommes en 1981 et le tout nouveau gouvernement sandiniste révolutionnaire redistribue aux petits paysans des parcelles expropriées à la bourgeoisie terrienne du pays. Une ère nouvelle s'ouvre. L'espoir est au rendez-vous. Mais la contre-révolution s'organise. Au nom de la lutte anti-communiste, des bandes de guérilleros incendient les coopératives, dévastent les écoles, détruisent les centres de santé.

Arnulfo abandonne sa houe, son nouveau champ et sa belle Rosa. Appelé sous les drapeaux, il plonge dans l'enfer de la "grande guerre patriotique", celle qui veut "défendre les acquis de la révolution". Pendant six longues années, avec son unité, il se bat dans les montagnes du nord du pays, à la poursuite des contras.

Lorsqu'Ortega, le leader sandiniste défait, remet le pouvoir à la droite conservatrice en 1990, Rosa et Arnulfo craignent qu'on ne leur reprenne leur terre si précieuse. Heureusement pour eux, l'ancien propriétaire est décédé entre-temps et ses héritiers ont migré aux quatre coins du monde.

La vie reprend donc son cours mais les programmes d'austérité économique ne sont pas propices au développement des campagnes. La famille, qui entre-temps compte cinq enfants, s'échine à arracher à la terre de quoi manger. Le travail est dur et on manque de tout : engrais, crédits, outils, savoir-faire... Lorsque vient la saison sèche, le spectre de la famine rôde.

Épuisé par ses années de guerre et par le dur labeur quotidien, Arnulfo s'éteint à 30 ans. Emporté par une banale infection pulmonaire. Et revoilà Rosa seule avec ses cinq enfants. "Chaque journée était un combat. Je devais défendre mon bien contre les convoitises des voisins, faire valoir mon droit à la propriété même si je suis une femme, éduquer mes petits et les envoyer à l'école même si j'avais besoin de bras dans les champs, organiser l'approvisionnement en eau... et travailler la terre ... encore et encore", raconte-t-elle.

Souvent, Rosa est tentée de baisser les bras. Heureusement, la solidarité s'organise dans les campagnes. Sous l'impulsion de l'association La Cuculmeca, les femmes et les hommes des villages de Jocomico Arriba et Jocomico Abajo se réunissent pour mettre en place un groupement paysan. L'objectif : s'entraider pour produire suffisamment et manger à sa faim ! Rosa en fait tout de suite partie.

*"J'ai appris beaucoup de choses utiles : comment préparer de l'engrais, des fertilisants et de l'insecticide biologiques, comment améliorer l'irrigation. Un fonds communautaire s'est mis en place et nous l'avons géré nous-mêmes, les paysans. J'ai reçu un prêt de 250 \$, une vraie fortune. Cela m'a permis de relancer mon exploitation. J'ai acheté du bétail, des graines de qualité, j'ai introduit de nouvelles plantes dans mon potager et mes champs. J'ai aussi reçu des conseils pour nourrir le bétail durant la saison sèche. J'ai acheté des outils et un silo à grains pour conserver mes récoltes".*

En outre, elle bénéficie d'un petit circuit de commercialisation mis en place dans la région par les différents groupements paysans, ce qui va lui permettre d'écouler quelques surplus, de gagner quelques sous et ... de rembourser son emprunt.

Ensemble, le groupe de paysans organise aussi la vente et l'achat de graines indigènes de maïs (un bon moyen de lutter contre les OGM), il achète aussi des produits vétérinaires et il se lance dans la construction d'un magasin. Les paysans se prennent même à rêver de routes meilleures (indispensables pour écouler la production) et ils interpellent les pouvoirs publics à ce sujet.

*"Aujourd'hui, j'ai plus de 50 ans et je suis quelqu'un d'heureux. Je ne suis pas riche mais je mange tous les jours à ma faim. Mes enfants ont grandi en bonne santé et sont partis vivre leur vie ailleurs. L'aînée est devenue institutrice. Un de mes fils est employé dans un ministère", dit-elle avec fierté.*

Rosa contemple la terre, sa terre... Un jour, elle sait qu'elle la rejoindra pour y être ensevelie. Un sentiment de plénitude et de devoir accompli l'envahit alors. La terre appartient aux paysans, les paysans appartiennent à la terre. Cette vérité immuable donne à Rosa la sensation d'avoir suivi sa destinée. À charge pour celles et ceux qui la suivront d'en faire autant, dans le respect de la terre et des paysans.



## CDRO

# Construire un Guatemala pour tous

**“Ici, nous avons tous notre mot à dire. CDRO est une association maya de développement au service d'autres associations mayas. Elle fédère plus de 35 communautés mayas et tous les habitants y sont représentés”, explique Maria Ramirez, formatrice au sein de cette association de Totonicapán.**

“J’ai fait la connaissance de CDRO lorsqu’elle appuyait ma communauté”, poursuit Maria. “Ils m’ont invitée à faire partie du groupe de femmes leaders et, ainsi, à participer à des formations organisées pour les femmes. C’était la première fois que j’entendais parler de développement, des droits des femmes et de l’importance de la culture maya. Maintenant, c’est à mon tour de dispenser ce précieux savoir aux autres femmes”.

CDRO signifie Coopération pour le Développement Rural de l’Ouest. Tout un programme pour cette organisation qui mène ses activités en étroite relation avec les communautés indigènes des hauts-plateaux. Les Mayas ont réussi à préserver leur organisation communautaire tout au long de l’histoire du pays, même dans les moments les plus difficiles du génocide perpétré par l’armée contre leurs communautés durant les années 80. Cette situation a fait de l’altiplano une région particulièrement riche en traditions et coutumes mayas mais aussi en organisations mayas, base du mouvement social indigène.

Sur ces hauts-plateaux, les paysans cultivent de très petites parcelles qui ne permettent pas d’avoir une très grande production et de laisser le terrain en jachère. La terre est constamment sollicitée. Les sols sont moins fertiles et la productivité très faible.

Pour faire face aux problèmes qui frappent principalement les populations indigènes - notamment la crise de la production du maïs, l’inflation, la malnutrition, la mortalité infantile, le chômage -, CDRO propose la mise en œuvre d’un programme de sécurité alimentaire aux multiples facettes : formation, santé, droit des femmes, agriculture, protection de l’environnement, consommation et commercialisation.

270 familles paysannes de la région sont formées et conseillées pour cultiver mieux et plus en respectant l’environnement. Des parcelles de démonstration servent pour les formations et les techniques agricoles et d’élevage apprises sont appliquées dans les champs de chacun. Les familles apprennent à produire de l’engrais biologique, à nourrir et à élever du bétail, à transformer des aliments pour les stocker et les consommer entre deux récoltes ou pour les vendre. Ici, les familles vivent dans de petites cabanes à 2800 mètres d’altitude, dans des conditions de vie difficiles au milieu de la *milpa*, les champs de maïs. Elles n’ont quasi pas accès à l’eau potable ni à l’électricité et 60% des enfants souffrent de malnutrition.

Leonicia est une des femmes qui a suivi une formation pour commercialiser des confitures et des fruits cuits en bocaux. “Il faut faire bouillir de l’eau, stériliser les pots en verre, cuire les fruits et bien refermer les bocaux pour qu’ils se conservent le plus longtemps possible”. Leonicia répète consciencieusement les instructions de la formatrice en nutrition du CDRO.

Ces fruits constitueront un précieux complément alimentaire entre deux récoltes de maïs. “Nos enfants étaient souvent malades et nous ne comprenions pas pourquoi. Aujourd’hui, je sais qu’il faut qu’ils mangent des fruits, des légumes et pas uniquement des tortillas (galettes de maïs) et des haricots”, explique-t-elle.

Mitonner de bons petits plats nutritifs n’est évidemment pas la finalité essentielle de la formation. À chaque nouvelle recette, le groupe de femmes se cimente, rode sa capacité à exécuter des projets productifs plus ambitieux. Les femmes gagnent plus de confiance en elles et le respect de leur mari et de la communauté. La vente des fruits permet aussi d’avoir un petit revenu complémentaire pour acheter d’autres produits de base.

Grâce aux formations de Maria, Leonicia a depuis peu intégré un Comité de développement communautaire. Elle y défendra avec opiniâtreté un plan de développement local pour l’année prochaine. Ecole bilingue quiché-espagnol, irrigation, points d’eau... À elle de faire atterrir ces projets. Elle, la femme indigène et pauvre qui vole désormais de réunions en formations. Toujours entourée de ses sœurs indigènes et avec la conviction qu’il y a un nouveau Guatemala à construire ensemble et pour le bénéfice de tous.

■ Valérie Martin

**Entraide et Fraternité veut attribuer 49.800 euros au CDRO (fonds propres et cofinancement de la Direction Générale de la Coopération au Développement - DGD).**

## SERJUS

# La force de la solidarité

**SERJUS est une ONG guatémaltèque, partenaire d'Entraide et Fraternité. Avec CDRO, elle coordonne l'ambitieux programme de promotion de l'agriculture paysanne dans le département de Totonicapán. Il s'agit d'assurer l'alimentation de base des communautés mayas mais aussi de renforcer un pouvoir alternatif local pour garantir la défense des droits fondamentaux dont elles sont privées.**

*"Je suis un leader au sein de ma communauté depuis l'âge de 16 ans", explique Arnulfo Zacarías Vásquez Cuá. "Mon engagement a surgi face aux obstacles que les jeunes de ma communauté rencontraient pour pouvoir terminer leurs études. Aujourd'hui, je mets cette expérience de leader communautaire au service des associations mayas avec lesquelles SERJUS (Services Juridiques et Sociaux) travaille. L'objectif de SERJUS est d'accompagner le développement et la consolidation d'associations communales mayas dans l'altiplano", poursuit Arnulfo. "Une association peut être composée de différentes communautés. Nous conseillons ces associations dans l'élaboration de leurs projets mais aussi dans l'organisation, la gestion. Une de nos activités principales est le lobbying et le plaidoyer auprès des pouvoirs publics. Notre priorité est donc de former des leaders mayas ; nous voulons que notre mode d'organisation soit reconnu par les autorités".*

Les associations communautaires essaient d'agir dans une municipalité qui se caractérise par une absence de politiques publiques et de promotion d'alternatives pour les petits producteurs. Mais elles ont peu d'expérience sur la manière dont il faut se concerter et dialoguer avec les pouvoirs publics. Elles ont aussi peu l'occasion de travailler au sein de réseaux plus larges.

### Renforcer les associations mayas

SERJUS joue donc un rôle d'interlocuteur privilégié pour un réseau d'associations dans le département de Totonicapán. Une région dans laquelle 34% de la population sont des petits agriculteurs. En 2009, Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, rappelait que 80% des habitants des régions rurales du Guatemala souffraient de dénutrition chronique.

**Entraide et Fraternité veut attribuer 59.500 euros au SERJUS (fonds propres et cofinancement de la Direction Générale de la Coopération au Développement - DGD).**



Le programme d'Appui à l'agriculture familiale durable, mené par SERJUS en collaboration avec CDRO, veut renforcer les organisations de base engagées dans la promotion de l'agriculture paysanne durable.

200 leaders communautaires issus de 29 associations mayas sont formés et développent des activités de plaidoyer pour revendiquer un accès à l'eau potable, à l'électricité, à une école publique, un titre de propriété pour leur terre, au sein des comités communautaires de développement.

Ces revendications formulées et argumentées seront ensuite présentées et examinées dans des Comités municipaux de développement qui regroupent les maires et les conseils des différentes municipalités. *"Nous n'obtenons pas toujours gain de cause", confie Julia. "Mais ma première victoire est celle de la parole. Je suis une simple paysanne maya et j'avais peur de parler en public et de donner mon avis", confie-t-elle. Aujourd'hui, elle tient la dragée haute aux nombreux hommes du conseil municipal de son aldea (localité) et défend avec conviction des droits fondamentaux dont sont privées les communautés mayas.*

SERJUS a également obtenu que les autorités locales reconnaissent les associations communautaires comme des institutions représentatives de la société civile.

*"Nous voulons aussi que les jeunes et les femmes s'engagent davantage dans la représentation de leur communauté et au sein des associations", conclut Arnulfo. "Les campagnes de reboisement menées par le programme ont fortement mobilisé les jeunes qui sont très sensibles à la protection des ressources naturelles. Nous prévoyons donc de consolider les activités avec les promoteurs agro-écologiques pour attirer de nouveaux leaders parmi les jeunes".*



# LES OUTILS DE LA CAMPAGNE

## AFFICHE

**Stop à l'agriculture qui tue les paysans. Soutenons les petits agriculteurs du Nicaragua et du Guatemala**

Format A2 (60 x 42cm).

Prix : 0,25 € (3 exemplaires gratuits).



## REPORTAGE

### Du maïs à sauver

Ce film de 15 minutes vous propose de découvrir comment le commerce international affecte la vie des petits paysans au Guatemala.

Trois lignes de force traversent ce DVD: l'analyse d'Olivier De Schutter sur le commerce international, la vie des communautés locales et les alternatives menées par les partenaires d'Entraide et Fraternité pour que la Terre tourne plus JUSTE.

Prix : 5 €.

## MALLE PÉDAGOGIQUE

En ouvrant la malle et en découvrant les objets, le Guatemala et le Nicaragua sont déjà plus proches. Ecoutez les résonances de la marimba. Admirez l'éclat des *huipils*, humez les parfums du karité, les odeurs de grès, de la

latérite. Etonnez-vous devant les épis de maïs rouge, noir, blanc et jaune. La malle pédagogique offre une diversité d'objets, de photos et de fiches thématiques sur ces deux pays d'Amérique centrale. A travers une approche sensorielle, les élèves découvrent petit à petit la réalité locale et les alternatives proposées par différentes associations locales, partenaires d'Entraide et Fraternité.

Location : 25 €/2 semaines.



## TROIS DOCUMENTS DE VULGARISATION

- En 2 mots
- Le Nicaragua en bref
- Le Guatemala en bref

Téléchargeables gratuitement sur notre site [www.entraide.be](http://www.entraide.be)

## PANNEAU D'EXPOSITION

Un grand panneau sous forme de bannière déroulable (roll-up) illustre les enjeux de l'agriculture paysanne et le commerce international au Guatemala.

Location : 10 €/semaine.

### L'agriculture paysanne familiale et le commerce international Guatemala et Nicaragua

« Terre des Mayas, peuple de maïs. Si on n'a pas de maïs, on n'a pas de pays. Si on n'a pas de maïs, on n'a pas de racines. »

[Extrait du DVD « La Era del Buen Vivir » (production Guineo)]

Le commerce international pèse lourd sur la souveraineté alimentaire des populations locales et sur la vie des petits paysans. Les paysans et les paysannes du Sud sont victimes de ce commerce international à bien des niveaux et au Nord, pour les mêmes raisons, les paysans et les paysannes sont de moins en moins nombreux et tout autant victimes de certaines politiques agricoles davantage tournées vers l'agro-business au détriment d'une production agricole saine et de qualité.

En Amérique centrale, le maïs a une grande importance. Originaire du Mexique, il est aujourd'hui cultivé partout dans le monde et il occupe la première marche du podium sur le marché des céréales avant le riz et le blé.

Le maïs constitue 80% de l'alimentation du Maya. Pour lui, il est celui d'où tout est né, il est un don divin qui doit être traité avec respect et humilité.

Maïs aujourd'hui, il est bien difficile de se procurer cette nourriture de base car la majorité des terres cultivables sont aux mains d'une petite portion de la population qui vise le développement de grands projets hydrauliques, les plantations extensives de canne à sucre ou de palmiers à huile pour la production d'agro carburant et l'exploitation de mines à ciel ouvert.

En 1980, le Guatemala était autonome en maïs jaune, en 2010, il importait 72% de ses besoins et 43,4 % de la population souffre de malnutrition chronique.

Une solution : l'agriculture paysanne familiale et durable, qui peut gagner sa place dans le commerce international. Sous certaines conditions elle peut se révéler une solution possible et durable, permettre aux populations de se nourrir et de vivre en dignité.

L'agriculture a pour rôle de nourrir les populations. Rendons-lui son pouvoir !



## JEU DE L'OIE

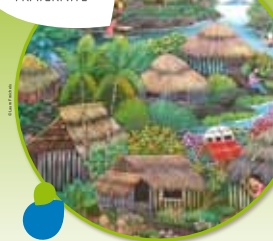
L'objectif du jeu Ouroboros (symbole du serpent qui se mord la queue) est de comprendre les mécanismes du commerce international en lien avec l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire. Ce jeu de l'oie est facile à utiliser. Il se joue en 30 minutes. Nous proposons des pistes de réappropriation de la thématique. Certaines épreuves renvoient à des fiches qui permettent de mieux comprendre le commerce international. Ouroboros est composé d'un plateau de jeu, de 6 pions, 1 dé et un livret de fiches pédagogiques pour son exploitation. Il peut se jouer à 6 personnes simultanément.

Public : à partir de 10 ans.

Prix : 12 €.

## CALENDRIER DES ENFANTS

Le calendrier de Carême accompagne les enfants sur le chemin de Pâques. Pendant six semaines, les enfants voyageront au Guatemala et au Nicaragua et comprendront quelle est la place des denrées alimentaires comme le maïs et le sucre dans la vie des paysans, dans les échanges internationaux et dans la spiritualité des indigènes. De nombreuses possibilités d'activités jalonnent ce chemin vers Pâques : bricolages, recettes de cuisine, réalisation d'une fresque, chansons, bande dessinée, contes, et bien entendu, un lien liturgique pour les week-ends. Format A5. Prix : 3 €.



Calendrier de Carême 2012

## TAPISSERIE DE CARÊME

La tapisserie est proposée sous forme de poster. Le maïs, base de l'alimentation des communautés mayas est brandi par l'homme et la femme, tous deux responsables des soins à donner à la terre. D'un côté, un monde équilibré et harmonieux. De l'autre, les menaces qui pèsent sur ce monde comme la pollution et la sécheresse. Vous en trouverez la présentation dans les Pistes de célébration. Dans ce document, nous vous suggérons également l'animation d'une veillée de prière avec la tapisserie comme support. La tapisserie est disponible au siège d'Entraide et Fraternité. Poster (69x100 cm). Prix : 15 € (frais d'envoi compris).



## PISTES DE CÉLÉBRATION

Pour vivre ce temps de Carême de Partage au sein des communautés chrétiennes, ce document propose des idées pour préparer vos célébrations : un texte d'introduction au Carême sur le thème de notre campagne, des pistes pour les homélies et intentions de prière, des suggestions de gestes symboliques en Église, des propositions de textes de sens invitant à la prière et à l'action.

Téléchargeable gratuitement sur notre site [www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Prix : 1,5 €



# ILS VIENNENT TÉMOIGNER POUR VOUS

Cette année, des partenaires du Guatemala et du Nicaragua viennent témoigner de leur travail au sein des associations locales soutenues par Entraide et Fraternité. Nos animateurs régionaux se tiennent à votre disposition pour vous indiquer les dates et lieux où les rencontrer.



**Leonor Rodríguez Benavides** est originaire du territoire de La Fundadora, au Nicaragua, où a été fondée La Cuculmeca, en 1990. La Cuculmeca a été fondée comme une alternative pour alphabétiser les personnes qui, pour des raisons diverses, n'ont pas appris à lire et à écrire pendant leur enfance. Depuis que Leonor est membre de l'association, son engagement lui a permis de renforcer son expérience dans les secteurs du travail social et de l'éducation. L'association opère aussi dans des domaines comme la participation citoyenne, le développement communautaire et la protection de l'environnement.

Elle témoignera dans la province de Liège.



**Harmhel Antonio Dalla Torre Salguera**, 38 ans, travaille depuis 12 ans au sein de La Cuculmeca, au Nicaragua. Fort de ses nombreux diplômes dans le secteur des sciences agraires, il travaille plus précisément au sein de la direction de développement stratégique pour les projets liés à l'éducation, l'environnement, la participation citoyenne et le développement organisationnel. Actuellement, La Cuculmeca élabore un rapport sur l'accès à l'eau potable en tant que droit humain et l'assainissement au Nicaragua.

Il témoignera à Bruxelles et dans la province du Brabant wallon.



**Arnulfo Vasquez** a développé une expérience d'organisation communautaire, dès l'âge de 16 ans, dans le domaine de l'éducation, au sein du SERJUS, au Guatemala. Après s'être investi dans de nombreuses fonctions communautaires et politiques dans sa région, Arnulfo assure aujourd'hui la fonction de maire de la Zone 1 (Palin) et il est secrétaire du Conseil de direction des autorités communales des 48 cantons de Totonicapán, institution qui représente les communautés quichés. Ceci l'a amené, entre autres, à travailler en faveur de la non-violence envers les femmes, contre la dénutrition et l'insécurité alimentaire et pour la protection de l'environnement.

Il témoignera dans les provinces de Namur et du Luxembourg.



**Maria Ramírez**, 31 ans, vit dans une communauté rurale de Totonicapán, au Guatemala. Issue d'une famille qui a souffert de la pauvreté, elle a dû travailler dur pour pouvoir payer ses études. Au terme de sa formation, elle s'intéresse de plus près au thème du développement. Elle a ainsi connu l'organisation communautaire CDRO qui appuyait sa communauté. Elle a fait partie du groupe de femmes leaders et a participé à des formations organisées pour ces groupes. C'était la première fois, dit-elle, qu'elle entendait parler de développement, des droits des femmes et de l'importance de la culture maya.

En 2005, elle obtient une bourse qui lui permet d'étudier un an afin d'obtenir un diplôme en Etudes de genre. Depuis, sa vie a été transformée. Elle se bat en faveur de l'égalité des genres et de l'importance de la culture maya. Tant au sein du CDRO qu'au sein de sa communauté.

Elle témoignera dans la province du Hainaut.



**Natalia Atz Sunuc** est née dans le département de Chimaltenango, au Guatemala. Durant les années 80, le conflit armé a touché sa famille. Ils ont été déplacés et ont dû faire face à une nouvelle vie. Dès 1989, elle a collaboré avec le Conseil des déplacés du Guatemala et, en 1992, elle est devenue promotrice de santé mentale dans les communautés affectées par le conflit armé. Elle travaille pour l'association CEIBA où elle coordonne les campagnes sur la souveraineté alimentaire.

Elle témoignera dans la région germanophone.



**Marco Antonio Bernabé Vásquez Sic**, d'origine maya, réside dans la zone rurale du département de Totonicapán, au Guatemala. Témoin dans sa jeunesse du conflit armé au Guatemala, il a vu au sein de sa communauté le recrutement forcé des jeunes par l'armée, la mort et la disparition de leaders et d'étudiants mayas. Dès sa jeunesse, il refuse les conditions de pauvreté desquelles il a fort souffert, lui et ses proches. Il n'a cessé de croire en ses rêves d'une société plus juste et égalitaire pour laquelle il agit et s'engage. Après de nombreuses expériences, il est actuellement directeur de programme au CDRO pour lutter contre la pauvreté, la dénutrition et l'exclusion.

Il témoignera auprès de groupes de jeunes.

# AGENDA

## LES PAUSES-CAFÉ D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

À partir du vendredi 2 mars, à la date de votre choix. Uniquement le vendredi 2 mars dans les magasins Colruyt.

Dans toute la Wallonie et à Bruxelles, offrez le café chez vous à la maison, sur votre lieu de travail, à la sortie de l'école, au marché, à une assemblée paroissiale, dans votre club sportif, à une réunion ... partout !

Tout ce que vous avez à faire est de préparer le café (ou autre chose !) et les cakes et d'inviter vos amis, parents, collègues de bureau, voisins et passants en échange d'une contribution libre afin de soutenir les paysans au Guatemala et au Nicaragua. Les frères Borlée soutiennent les Pauses-Café. Vous aussi ?



Le matériel pour les Pauses-Café est donné automatiquement à chaque personne qui s'inscrit. Il comprend mode d'emploi, affiche, tirelire, vareuse et dépliants. Il ne comprend pas le café. Dans les magasins Colruyt, le café est offert par Colruyt.

Tous les renseignements sur [www.entraide.be](http://www.entraide.be). Contactez-nous par téléphone au 02-227 66 85 ou par e-mail : [pausecafe@entraide.be](mailto:pausecafe@entraide.be).

## COLLECTES DU CARÊME DE PARTAGE

Comme chaque année, des collectes ont lieu dans les paroisses pour financer les projets d'Entraide et Fraternité

**Samedi-dimanche 17-18 mars**

**Samedi-dimanche 31 mars-1<sup>er</sup> avril**

Grâce à vous, l'argent des collectes permet à Entraide et Fraternité de soutenir plus de 80 projets.

### Enveloppes-collectes

Nous proposons également les enveloppes-collectes pour participer au partage. Le bulletin de virement qui y est joint permet de bénéficier d'une déduction fiscale. Gratuites, sur demande.

## DÉJÀ ANNONCÉS EN RÉGION

### Bruxelles

**Dimanche 11 mars**, 10h30, Eglise St-Curé-d'Ars (av. de Haveskercke), Forest. Eucharistie avec Harmhel Salguera (La Cuculmeca, Nicaragua)

**Dimanche 18 mars**, 12h45 - 16h, Eglise des Riches-Claires (23 rue des Riches-Claires), Bruxelles. Avec les communautés latino-américaines de Bruxelles (dans le cadre du projet Metropolis), apéro musical, repas de solidarité, animations diverses et concert, tombola.

**Dimanche 25 mars**, 11h30, Eglise des Riches-Claires (23 rue des Riches-Claires), Bruxelles. Eucharistie avec Harmhel Salguera (La Cuculmeca, Nicaragua)

### Province du Brabant wallon

**Vendredi 16 mars**, 20h, Eglise St-Paul, Waterloo. Soirée-animation "Stop à l'agriculture qui tue les paysans"

**Samedi 17 mars**, 19h, Maison du peuple, Braine-l'Alleud. Projection du film "Palme d'or, palme de plomb", débat avec les réalisateurs, carnaval latino.

### Province du Hainaut

**Jeudi 16 février**, 19h30  
Librairie Diocésaine Siloë (28 rue des Jésuites), Tournai  
Conférence-débat "Un autre regard sur l'économie", par Elena Lasida

**Vendredi 16 mars**, 17h

Chez les Jésuites (50 rue de Montigny), Charleroi  
Conférence-débat "Un regard neuf sur l'économie" par Elena Lasida et Maria Ramirez (CDRO, Guatemala)

**Jeudi 29 mars**, 19h

Maison du Hainaut (20 Quai de Brabant), Charleroi  
Table-ronde (dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale du CWBCI) sur la souveraineté alimentaire. Parmi les intervenants : Maria Ramirez (CDRO, Guatemala)

**Vendredi 30 mars**, 19h

Foyer St Nicolas (rue d'Havré), Mons  
Conférence-débat avec Maria Ramirez (CDRO, Guatemala) sur l'impact du commerce international sur l'agriculture paysanne au Guatemala

### Provinces de Namur et Luxembourg

**Samedi 10 mars**, 19h30

Salle du village, Paliseul

Souper guatémaltèque

**Mardi 27 mars**, 19h

Salle paroissiale (28 rue Radache), Auvélais

Souper-témoignage sur le Guatemala

### Province de Liège

**Mercredi 29 février**, 20h

Skjull, (en face de l'Eglise), Welkenraedt

Conférence de Carême

**Mercredi 14 mars**, 18h

Casa Nicaragua (23 rue Pierreuse), Liège

Souper-rencontre avec Leonor Benavides

(La Cuculmeca, Nicaragua)

**Mercredi 21 mars**, 19h

Verviers (lieu à déterminer)

Souper-rencontre avec Leonor Benavides

(La Cuculmeca, Nicaragua)

**Samedi 31 mars**, à partir de 14h

Cinéma Sauvenière, Liège

Colloque Justice sociale au nord et au sud dans un monde

en transition. Parmi les intervenants : Leonor Benavides

(La Cuculmeca, Nicaragua)

D'autres rendez-vous près de chez vous sur [www.entraide.be](http://www.entraide.be) (rubrique agenda)

## DES NOUVELLES DE LYDIA



Pour beaucoup d'entre vous, les Philippines ont désormais le visage du courage et de l'engagement. Celui de Lydia qui milite depuis plus de vingt ans au sein du DKMP-Lanao (Mouvement démocratique des paysans philippins – section Lanao). Elle aide les agriculteurs de la province à bénéficier des avantages de la réforme agraire du gouvernement. Quelques nouvelles.

Fin novembre 2011, notre chargé de projets pour l'Asie, Karl Wintgens, a rencontré Lydia, à Limpak. Dans ce village non loin du centre de la commune de Lala (Lanao del Norte, Mindanao), la propriété de la terre reste un problème pour les familles paysannes. Elles possèdent un titre de propriété provisoire acquis il y a plusieurs années mais elles risquent toujours d'être dépossédées de leur lopin de terre en raison des projets d'expansion du centre de la commune. "Je reste très vigilante", nous dit Lydia. Je suis occupée à acquérir, pour moi et les autres familles de l'ancienne propriété des Sancianqo, un certificat de propriété définitive".

Lydia explique les derniers développements aux autres familles du village : "En vertu de la loi, les sommes payées pour la location des terres sont considérées comme un paiement anticipé pour l'achat des terres. Les sommes payées depuis 1996 dépassent largement le prix de ces terrains (1.200 €/ha). La banque Landbank exige des paiements supplémentaires, c'est inacceptable. J'interpellerai la Landbank pour débloquer au plus vite la situation", conclut-elle.

Récemment, le DKMP-Lanao a organisé un Forum des bénéficiaires de la réforme agraire pour dresser un état général de la situation en matière d'application de la réforme agraire dans la région. Il apparaît que de nombreux dossiers sont toujours en suspens. Les paysans ont donc décidé

d'accentuer les pressions politiques pour que les dossiers soient traités.

### La terre est vitale pour de nombreuses familles

Lydia se dit flattée d'avoir pu représenter la lutte pour l'accès à la terre dans le cadre de la dernière campagne de Carême en Belgique. "Je suis reconnaissante à Entraide et Fraternité de m'avoir choisie comme exemple des femmes et des hommes qui luttent pour l'accès à la terre. Mais je suis consciente que d'autres font le même travail et auraient pu incarner cette lutte également."

Elle encourage Entraide et Fraternité et ses sympathisants à porter la problématique au niveau international afin de renforcer l'attention et la pression politique : "Il faut accélérer le traitement des dossiers, martèle Lydia, c'est vital pour de nombreuses familles".

"À côté de cette lutte pour l'accès à la terre, poursuit Joy, responsable du DKMP-Lanao, nous devons cependant ne pas oublier d'améliorer dès aujourd'hui les cultures sur les terres des villageois, pour assurer aux familles une alimentation de qualité et des moyens de subsistance accrus".

■ Karl Wintgens - Chargé de mission pour l'Asie



Juste Terre! Publication commune ENTRAIDE ET FRATERNITÉ ASBL | VIVRE ENSEMBLE EDUCATION ASBL

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 - F 02 217 32 59 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be)  
Conception – coordination V. Martin, C. Houssiau | Collaborations D. Herman, F. Letocart, A. Vassallo, K. Wintgens | Maquette senioragency | Impression Arte-Print  
Éditeur responsable Angelo Simonazzi | Compte Entraide & Fraternité asbl - Compte IBAN BE68 000 00000 34-34 | Attestation fiscale à partir de 40 € par année civile.  
Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

